

24/10/2024

Les migrants seront désormais expulsés au Rwanda

LE PARLEMENT britannique a approuvé dans la nuit de lundi à mardi le projet de loi permettant l'expulsion vers le Rwanda de demandeurs d'asile entrés illégalement au Royaume-Uni, après une interminable bataille entre la chambre haute, réticente face à ce texte controversé, et la chambre basse.

« Pays tiers sûr »

Annoncé il y a deux ans par le gouvernement conservateur de Rishi Sunak et présenté comme une mesure phare de sa politique de lutte contre l'immigration clandestine, ce projet vise à envoyer au Rwanda les demandeurs d'asile - d'où qu'ils viennent - entrés illégalement au Royaume-Uni, notamment en traversant la Manche sur des canots pneumatiques.

Adossé à un nouveau traité entre Londres et Kigali qui prévoit le versement de sommes substantielles au Rwanda en échange de l'accueil des migrants, le texte débattu lundi au Parlement visait à répondre aux conclusions de la Cour suprême, qui avait jugé le projet initial illégal en novembre dernier.

Il définit notamment le Rwanda

comme un pays tiers sûr. Or si le Rwanda se présente comme l'un des pays les plus stables du continent africain, son président Paul Kagame est accusé de gouverner dans un climat de peur, étouffant la dissidence et la liberté d'expression.

Rishi Sunak avait assuré que son gouvernement était « prêt » à expulser des demandeurs d'asile vers le Rwanda d'ici 10 à 12 semaines, une fois la loi adoptée.

L'enjeu est aussi électoral pour le Premier ministre, au pouvoir depuis 18 mois, alors que les conservateurs sont donnés largement perdants des élections législatives qui se profilent.

« Nous sommes prêts », « ces vols décolleront, quoi qu'il arrive », a martelé dans la matinée le Premier ministre lors d'une conférence de presse.

Le gouvernement a mobilisé des centaines de personnels, notamment des juges, pour traiter rapidement les éventuels recours des migrants illégaux, et débloqué 2 200 places en détention pour eux en attendant que leurs cas soient étudiés.

Des « avions charter » ont été réservés, a ajouté M. Sunak, alors que selon des médias le gouvernement a peiné à convaincre des compagnies



Alors que le parlement britannique vient d'adopter une loi permettant d'expulser vers le Rwanda des demandeurs d'asile entrés illégalement dans le pays, le patron des droits de l'homme du Conseil de l'Europe a appelé, ce mardi, le Royaume-Uni à revenir sur ce projet. AFP

aériennes de contribuer aux expulsions. « Aucune cour étrangère ne nous empêchera de faire décoller les avions », a insisté Rishi Sunak, répétant le mantra des conservateurs depuis que de premières expulsions vers le Rwanda avaient été bloquées par la justice européenne.

Le projet de loi du gouvernement est fortement critiqué par l'opposition travailliste, des associations d'aides aux migrants,

le chef de l'Église anglicane et jusqu'à au Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Volker Türk, qui a estimé qu'il va « à l'encontre des principes fondamentaux des droits humains ». Hier, les rapporteurs spéciaux auprès des Nations Unies sur le trafic d'êtres humains, sur les droits des migrants et sur la torture ont prévenu que les compagnies et autorités aériennes qui faciliteraient les vols concer-

nés « pourraient être complices d'une violation des droits humains protégés au niveau international ».

Après avoir atteint un record en 2022 (45 000), puis baissé en 2023 (près de 30 000), le nombre de personnes ayant traversé clandestinement la Manche à bord de canots de fortune a augmenté de plus de 20 % depuis le début de l'année par rapport à l'an dernier.